



# Déchets : comment le clientélisme a fait de Marseille une «ville sale»

09 OCTOBRE 2014 | PAR **LOUISE FESSARD**

Quand on parle de déchets, il est surtout question de démocratie locale, de clientélisme et d'intérêts politiques. C'est ce que montrent le syndicaliste Pierre Godard et le sociologue André Donzel dans *Éboueurs de Marseille, entre luttes syndicales et pratiques municipales*, dont nous publions les bonnes feuilles.

---

Depuis le 29 septembre 2014, Marseille en a officiellement fini avec le « fini-parti » des éboueurs. Cette organisation du travail permettait aux éboueurs de quitter leur poste une fois leur tournée de ramassage des ordures ménagères terminée, quel que soit le temps de travail effectué.

En réalité, le contrat local de propreté adopté par la communauté urbaine de Marseille, le 18 juillet 2014 à la suite d'une décision de justice, est plus ambigu. Selon le document, le chef de secteur pourrait autoriser le départ anticipé des agents à l'issue d'une deuxième tournée « *sous réserve que la collecte soit achevée pour l'ensemble du secteur, et après vérification sur le terrain par la maîtrise de la qualité du travail effectué* ». Ce qui ramène la journée la plus courte à 5 h 50, contre une moyenne de 3 h 30 jusqu'alors selon la chambre régionale des comptes.



Très controversé, le fini-parti fonctionne plutôt bien dans d'autres collectivités, comme à Lyon ou Bordeaux, où il permet aux agents de gérer leur temps de façon souple en fonction du volume de déchets à traiter (qui varie selon les saisons, le jour de la semaine, les fêtes, etc.) Mais à Marseille, faute d'encadrement, ce système est souvent synonyme de travail bâclé et de rues sales.

« *Le fini-parti est une pratique ancestrale qui n'a jamais été actée par Gaston Defferre dans un document, explique Pierre Godard, de la SDU FSU 13. Déjà au XIXe siècle, les "escoubiers", chargés de balayer les rues de Marseille, cavalaient de plus en plus vite pour revendre ensuite leurs fumiers aux paysans.* » Dans *Éboueurs de Marseille, entre luttes syndicales et pratiques municipales* (Syllepse, 9 octobre 2014), le syndicaliste Pierre Godard, éboueur durant vingt-trois ans, et le sociologue André Donzel relatent une histoire très politique de la propreté.

Ça commence comme une injustice. Peu intéressés par cette cité fondée par les Grecs et encerclée de collines, les Romains négligèrent de la doter de leurs fameux thermes et latrines. Pas non plus d'aqueduc et de tout-à-l'égout contrairement à Arles, Aix-en-Provence ou Nîmes. Quant aux poubelles généralisées à Paris dès 1883 par le préfet éponyme, elles ne trouveront jamais leur place dans un habitat marseillais sans cour, porche, ni concierge. Il faudra attendre 1960 pour qu'apparaissent sur les trottoirs de la ville des... sacs en papier distribués par la mairie. Leur principal mérite était de tenir debout, sans déverser leur contenu en attendant le passage des bennes. Puis au milieu des années 1980 vinrent les conteneurs, qui durent eux aussi lutter pour conquérir leur bout de macadam.

Loin de s'en tenir à ces anecdotes, André Donzel et Pierre Godard démontent le stigmate de la saleté qui marque la ville depuis le XIXe siècle. À travers les déchets, c'est de démocratie locale, d'histoire politique et syndicale qu'il est question tout au long de leur passionnant ouvrage. « *Dans le domaine de la propreté, de la collecte, du traitement des ordures ménagères, les processus qui conduisent aux décisions sont d'une nature profondément politique, écrivent-ils. Ce sont des choix qui doivent associer la population car ils lui demandent un effort, une participation qui va au-delà d'une simple contribution fiscale. Ils doivent aussi associer la chaîne de salariés. (...) Il y a un lien fort entre le succès d'une politique de propreté et le sentiment d'appartenance citoyenne (quartiers populaires inclus).* »

Là où la droite au pouvoir à Marseille depuis 1995 se réfugie derrière « *l'incivisme* » supposé des habitants, voire une « *africanisation* » de leurs comportements selon les propos de Guy Teissier (UMP), les auteurs ne voient aucune fatalité. Si ce n'est celle d'un service public détruit par le clientélisme municipal. À Marseille, « *fait rarissime (...) le pourcentage d'employés étrangers dans cette catégorie est quasiment nul* », constatait en 1973 un ingénieur de la ville. Malgré l'usure physique, la cadence infernale et la faible rémunération, les emplois d'éboueurs restent aujourd'hui recherchés à Marseille puisqu'ils permettent d'effectuer des gâches (travail au noir - ndlr) ou de garder les enfants, lorsque le conjoint travaille également. « *Et ce métier a une vertu extraordinaire par rapport à des postes d'ouvriers, c'est la liberté* », souligne aussi Pierre Godard.

Les deux auteurs remontent au début des années 1930 avec le triste sire Simon Sabiani. Avant de s'engager dans le parti populaire français de Doriot puis dans les troupes hitlériennes en Russie, le premier adjoint au maire de Marseille recrutera en un an plus de 1 600 agents municipaux ! « *Il faudrait prévoir que les emplois donnés dans nos services municipaux le sont sans aucune préoccupation électorale ou politique et que par conséquent, on entre dans l'administration comme un employé temporaire en vertu de règles fixes* », protestait pour la forme en décembre 1931

l'un de ses lieutenants, cité dans *Éboueurs de Marseille*. Plus qu'un mot d'ordre hygiéniste, « *Marseille : ville propre* » devient alors le cri de ralliement d'une lutte des socialistes et des communistes contre la mainmise de Sabiani et de ses amis de la pègre sur les affaires locales.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le clientélisme se systématisait avec l'hallucinante cogestion entre Force ouvrière (FO) et les maires successifs de Marseille de Gaston Defferre jusqu'à Jean-Claude Gaudin, qui a encore bénéficié de l'appui du syndicat majoritaire aux élections municipales de mars 2014. FO assure la paix sociale et l'influence électorale des quelque 15 000 employés municipaux en échange de l'oreille toujours attentive du cabinet du maire et du contrôle des embauches et des carrières. « *Le directeur (du nettoyage) ne peut être nommé que s'il est adoubé par LE syndicat, décrivent les auteurs. On ne réussit au concours d'agent de maîtrise que si on est sur la liste, on n'est muté à un poste enviable que si on cotise.* »

C'est grâce à cet échange de bons procédés que Marseille, la soi-disant rebelle, a connu en juin 1968 la grève des agents municipaux la plus courte de France... « *Un système autarcique et conservateur par nature* », fustige Michel Samson, l'ancien correspondant du *Monde* qui préface le livre. La cogestion est également le fait du prince. « *Ils n'ont aucun souci à se faire. Lorsque les décisions seront prises, ils seront informés* », réplique ainsi en 1998 le directeur général des services Jean-Claude Gondard (toujours en poste) aux éboueurs qui s'inquiètent de « *l'OPA des grandes sociétés* » sur les incinérateurs.

## LIRE AUSSI

Le «fini-parti» des éboueurs marseillais pas si fini PAR LOUISE FESSARD

Affaire Guérini: les deux frères pris dans la «grève des poubelles» à Marseille PAR

LOUISE FESSARD

Car l'histoire de la propreté à Marseille est aussi celle de la privatisation de la collecte et du traitement des déchets, objets de tous les marchés truqués. Les grèves des éboueurs marseillais fournissent régulièrement les JT nationaux en images spectaculaires : amoncellements d'ordures, feux de palettes, rats, etc. Qui sait, comme le documentent les auteurs, que depuis 1976 sur quatorze grèves, près de la moitié furent provoquées par les éboueurs du privé mécontents du renouvellement de marchés par la Ville ou la Communauté urbaine ?

C'est à l'occasion d'une de ces grèves, entretenue en sous-main, qu'apparaît en octobre 2009 l'entrepreneur Alexandre Guérini, frère du président du conseil général des Bouches-du-Rhône et propriétaire de deux des décharges du département. Les auteurs révèlent, au passage, que les liens des frères Guérini avec Henri Proglia, ex-PDG de Veolia, sont anciens puisque Alexandre a été dès 1997 administrateur d'une décharge gérée par une filiale de Vivendi, future Veolia...

### *Le clientélisme vu par Jean-Claude Gaudin*

[http://www.mediapart.fr/journal/france/091014/dechets-comment-le-clientelisme-fait-de-marseille-une-ville-sale?page\\_article=2](http://www.mediapart.fr/journal/france/091014/dechets-comment-le-clientelisme-fait-de-marseille-une-ville-sale?page_article=2)

*En 2000, suite à l'arrestation par la brigade anticriminalité de plusieurs manifestants lors d'une mobilisation sociale des tatas, les cantinières marseillaises, le syndicaliste Pierre Godard est*

*convié à l'hôtel de Ville où il croise le maire Jean-Claude Gaudin. Leur dialogue sur clientélisme, rapporté par le syndicaliste, est surréaliste.*

« Vous êtes durs mais réglos. On va faire évoluer les choses à la CUMPM, on va vous faire une place, dit en substance le maire. « Mais pas à la Ville de Marseille, car ce n'est pas encore prêt pour cela... »

Le dialogue se poursuit ainsi : – Le syndicaliste : La situation actuelle vous interdit toute évolution du service public, toute modernisation et les Marseillais s'interrogent sur votre absence d'initiative (...). Une grande part du personnel municipal – dont l'encadrement – vit très mal l'absence de reconnaissance du travail bien fait (...). Gaston Defferre, votre mentor, disait que rien n'était plus efficace électoralement que le respect de 10000 employés municipaux. – Le maire: D'un point de vue strictement municipal, ça peut se discuter, mais j'ai besoin de FO plus globalement, comme médiation vers les couches moyennes, le salariat des PTT, de la Sécurité sociale, les employés en général (...). Je n'ai pas les autres outils que Defferre, lui, maîtrisait. – Le syndicaliste: Mais le clientélisme ne peut satisfaire qu'une minorité, alors que des rues propres, la qualité et la sécurité de l'accueil des enfants à l'école et en crèche, des piscines ouvertes..., c'est ce qu'on attend désormais d'une municipalité!? – Le maire : Oui, oui... Il faudra y réfléchir, plus tard...»

---

### *Les élections professionnelles « sales » de 2001*

« Lors des élections paritaires de novembre 1995, FO avait obtenu 54% des voix, reculant de dix points au profit de la CFDT. Un nouveau recul supérieur à 4% l'aurait mis en position minoritaire et compliqué la cogestion. À l'approche des élections de novembre 2001, un flottement apparaît dans le premier cercle autour du maire-président : tout le monde souhaite, certes, que FO reste en tête, mais une courte majorité ne déplairait pas aux secrétaires généraux de la Ville et de la CUM. Le directeur de cabinet du maire, Claude Bertrand, ne partage pas ces finasseries. Il prend les affaires en main, mobilise les «grands élus » et donne à chacun sa feuille de route. Dans le même mouvement, des centaines d'agents (ou leur famille) recevront des coups de téléphone leur conseillant de faire le bon choix. La veille du vote, les camions du service des Sports apportent une centaine de barrières métalliques devant le siège de FO, boulevard Schuman, qui seront déployées le lendemain à la première heure, sous la surveillance de force policiers municipaux. Ils viennent canaliser les 70 taxis «gracieusement prêtés» par Lolo Ghilardenghi, patron du « syndicat des taxis » et conseiller du maire, disposant d'un local personnel en mairie – bien que non élu –, jusqu'à sa mise en examen pour escroquerie. Toute la journée, ces généreux taxis, à l'intérieur pavoisé aux couleurs de FO, iront d'écoles (3000 votantes) en crèches (1 000 votantes), transporter les électrices vers les bureaux de vote, poussant la délicatesse jusqu'à leur offrir une enveloppe de vote préremplie. Au bureau de vote de la direction du nettoyage, qui avait le plus grand nombre d'inscrits, un assesseur FO contrôlait que ceux à qui on l'avait interdit ne touchent pas à un bulletin de vote CFDT. À chaque plainte, l'administration répondait que «les autres syndicats n'avaient qu'à être aussi bien organisés que leur concurrent ! » Finalement, FO ne regagnera que 2 % au CTP et en catégorie C. »

## *Le totem du fini-parti*

[http://www.mediapart.fr/journal/france/091014/dechets-comment-le-clientelisme-fait-de-marseille-une-ville-sale?page\\_article=4](http://www.mediapart.fr/journal/france/091014/dechets-comment-le-clientelisme-fait-de-marseille-une-ville-sale?page_article=4)

« C'est dans ce contexte que la question du «fini-parti» va de plus en plus occuper le devant de la scène. Ce système de collecte s'explique par le fait que le volume des déchets d'ordures ménagères est très variable selon le jour de la semaine, selon les saisons, et selon la période de l'année (fêtes, congés...). La durée des tournées, sur un même parcours, est donc elle-même très variable. C'est pourquoi les collectivités et entreprises de propreté ont préféré gérer le temps de travail de façon souple et réactive : le « fini-parti » signifie que lorsqu'un équipage a fini sa tournée, c'est-à-dire ramassé toutes les ordures de son itinéraire prescrit, il rentre au dépôt, range les outils, lave la benne, remplit quelques documents administratifs; chacun de ses membres peut alors disposer de son temps. Cette organisation du travail, destinée à limiter l'encombrement des rues, existe depuis fort longtemps. Au XIXe siècle, l'insistance croissante des commerçants et de la Chambre de commerce pour que les rues soient propres quand la ville s'éveille pousse à faire démarrer le travail extrêmement tôt en centre-ville (4 heures du matin). Dans l'entre-deux-guerres, il permet de faire face à l'augmentation incessante du tonnage et du volume des ordures ménagères, malgré un service du nettoyage sous-équipé et sous-dimensionné. Le fini-parti persiste après la Deuxième Guerre mondiale. Le seul document administratif connu évoquant le sujet au cours des années. Defferre le décrit ainsi :

*Le travail est effectué à la tâche, chaque éboueur devant manipuler deux tonnes et demi de détritiques par journée (et de 1825 kg à 4315 kg dans les sociétés privées) [...]. Ces critères de travail, qui peuvent paraître curieux, résultent d'accords conclus verbalement et bilatéralement entre l'administration municipale [sic] et les syndicats représentant cette catégorie de personnel [...]. [Cette méthode] ne présente pas que des avantages malgré une surveillance étroite exercée à tous les niveaux de la hiérarchie.*

Le défi quotidien est relevé avec la mécanisation: les nouvelles bennes compressent les ordures, supportent des tonnages bien plus grands, vont plus vite, manœuvrent mieux. Les ouvriers travaillent de plus en plus vite, en prenant beaucoup sur eux, sur leur santé. Dans le public comme dans le privé, les éboueurs sont mal payés et ceux qui en ont la force ont un autre travail. Le fini-parti est, dans ces années-là, le grand régulateur. Le bien-fini s'entend alors comme tout-fini. La propreté est un objectif second. Il y a d'ailleurs peu de cantonniers, ils sont fréquemment appelés pour venir en renfort sur la collecte et il n'y a quasiment pas de balayuses et d'arroseuses mécaniques. Ce mode d'organisation du travail fait peu débat, il est ressenti dans cette ville ouvrière comme «naturel», comme il l'est dans de nombreux métiers de force mal payés, au port, dans le bâtiment ou la métallurgie. La municipalité s'en accommode d'autant mieux qu'elle dispose d'un des services de nettoyage et de traitement parmi les moins chers de France. Dans les années 1980, la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) des travailleurs salariés alerte, chiffres et dossiers médicaux à l'appui, sur les dangers de certaines pratiques. Elle vise les entreprises privées qui imposent des collectes avec un ripeur unique, six jours sur sept. Des médecins de cette institution, excédés de ne pas être entendus par les patrons publics et privés, viendront, à l'invitation de la CFDT, sensibiliser les délégués. Ils leur démontrent qu'en faisant basculer les conteneurs à longueur de tournée par-dessus leurs épaules, ils ruinent leur santé, leur colonne vertébrale, en quelques années. Ces stages, très convaincants, ont commencé à créer une sensibilisation sur les enjeux de la santé au travail. Quand Defferre lance la restructuration-conteneurisation, les sections

de collecte sont refondues. Il impose que la durée moyenne ne soit pas inférieure à cinq heures par jour, et personne ne s'insurge. On a vu plus haut qu'après cette réorganisation vient une longue période d'apaisement, avec le sentiment général dans la population que la propreté de la ville s'améliore. Au début des années 2000, insensiblement d'abord, puis à grand renfort de tambours, le fini-parti devient un mot totem incontournable dans le vocabulaire politique marseillais. Gaudin se prosterne de plus en plus souvent au pied du mât d'argile, Muselier y vient en 2007. En 200817, Guérini et Caselli déposent à ses pieds les présents exigés (embauches, achat de maisons, promotions, logements, etc.), dont ne bénéficieront qu'un petit nombre d'éboueurs, qui assistent, fascinés, à la mascarade. La spécificité marseillaise n'est pas dans le fini-parti qui, sous une forme ou une autre existe dans de nombreuses collectivités en France. Une interview du vice-président de Nantes-Métropole nous met ainsi sur la piste :

*Le fini-parti ne pose pas de problème [...]. On veille à la qualité du service grâce à un bon encadrement. Quand cela va trop vite, on modifie les tournées, on donne plus de territoire à couvrir aux équipes. Il y a une vraie présence du service public. Je suis satisfait du travail. Mais fini-parti ne signifie pas que les agents travaillent trois heures seulement. Ils sortent à 6 heures et rentrent à 11 heures.*

À Nantes, on compense la formidable liberté laissée aux agents par « un bon encadrement » et une culture du service public. À Marseille, depuis fort longtemps, l'encadrement est réduit au minimum. En 1970, on compte un seul bachelier dans tout le service ; en 2006, la Chambre régionale des comptes écrit :

*À l'analyse, il apparaît que ce sont les directions opérationnelles qui sont sous-encadrées [...] ; les agents de catégorie A de la Direction de la propreté urbaine ne représentent que 0,56% des effectifs et les agents de catégorie B seulement 1,86% ; cette faiblesse quantitative de l'encadrement est encore plus marquée pour les personnels affectés sur le territoire de Marseille.*

À Marseille, pour protéger une cogestion au contenu toujours plus opaque, les majorités politiques successives ont renoncé, sauf pendant l'intermède des années 1980, à construire un système de gestion du service de la propreté conforme aux principes du service public : la responsabilité et la compétence, l'indépendance et l'intégrité, l'équité et l'égalité de traitement. Le pouvoir politique doit fixer les grandes orientations mais cesser toute ingérence dans les promotions, mutations, sanctions, affectations, etc., qui relèvent du cours normal des relations professionnelles. La refondation du service public de la propreté doit se faire sur ces bases, seules à même de remobiliser les salariés.

Lors des municipales de mars 2008, les listes UMP conduites par Jean-Claude Gaudin l'emportent de 5300 voix face au socialiste Jean-Noël Guérini, à la tête d'une liste d'union de la gauche (PS-PCF-Verts-Radicaux-LO). Lui-même perd dans le secteur des 4e et 5e arrondissements où il est devancé de 1000 voix par Renaud Muselier. Au conseil municipal, l'UMP détient 51 sièges, l'union de la gauche en a 49 et le FN un seul. Le syndicat FO Territoriaux, à la Ville et à la CUM, est particulièrement impliqué au côté de l'UMP. Deux de ses anciens secrétaires généraux sont sur la liste et ses dirigeants sont présents, en vedettes américaines, à la plupart des meetings de campagne. Des coups de téléphone répétés sont en outre passés aux employés municipaux de ce secteur névralgique. Lors de cette campagne, les enjeux de la propreté, de l'incinération et de la cogestion syndicale occupent une place de choix. Guérini déclare d'emblée : « Avec moi, Marseille sera propre en six mois [...], le fini-parti sera terminé [...], je ne laisserai aucun syndicat exercer

*l'autorité à ma place.* » Cette offensive fait mouche dans l'opinion publique et, assez vite, les sondages donnent les candidats au coude à coude. Le 17 avril 2008, les 157 conseillers communautaires issus des récentes municipales sont réunis pour élire leur nouveau président à bulletin secret. Muselier détient, sur le papier, une avance confortable sur Caselli. Il va être cependant battu, les frères Guérini, peu contrariés par Gaudin, ayant convaincu nombre d'élus de droite de ne pas voter pour leur camp.

Aussitôt Caselli élu, les frères Guérini prennent langue avec FO et concluent un pacte dans la pire tradition clientéliste : son secrétaire général Claude Argy se fait racheter sa maison perchée en haut de la Canebière pour la modique somme de 360 000 euros. L'achat est réalisé par l'OPAC-Sud (Habitat 13), office HLM lié au conseil général qui fait là une mauvaise affaire. L'accord prévoit aussi une promotion de l'épouse du secrétaire général, qui sera nommée cadre A à la tête de la « police de la propreté ».

« *À Marseille, il faut ce qu'il FO* », titrera le journal Bakchich dans son édition du 30 avril 2010 qui relate ces faits. Cette ascension fulgurante est un passe-droit et la FSU décide de saisir le tribunal administratif qui condamnera MPM pour « *cet acte entaché d'illégalité* ». Cette décision sera ressentie comme un affront public et plongera tout le «petit système» dans un profond émoi, le président Caselli allant jusqu'à annoncer qu'il ne recevrait plus la FSU. L'accord de ralliement contient bien d'autres avantages au bénéfice des dirigeants: des logements sociaux, des embauches... Deux dirigeants de FO sont recrutés, l'un comme directeur général adjoint à la propreté, l'autre comme directeur général des services ; il prendra l'habitude de réunir la section des cadres FO dans son bureau... Il ne voyait pas en quoi cela pouvait poser problème... Viennent alors les élections paritaires à la ville et à la CUM en novembre 2008. On a vu précédemment comment, en 2001, élus et haute administration s'étaient impliqués. En 2008, la même mécanique va se mettre en place. Personne ne songe à rendre à la FSU, deuxième syndicat, les moyens nécessaires à une démocratie élective (droit de réunion, temps syndical pour aller à la rencontre des salariés...), alors que FO dispose d'un temps syndical exorbitant. Les réseaux politiques UMP et PS se mobilisent, faisant savoir inlassablement tout le bien qu'ils pensent de leur ami syndical commun. Le bouquet final viendra en deux temps, les 10 et 17 octobre 2008. »

Le 10 octobre 2008, Gaudin reçoit FO-Ville de Marseille « *pour donner suite aux entretiens accordés avant la période estivale et aux négociations qui n'ont jamais cessé* » et annonce plusieurs décisions: la revalorisation des tickets restaurant de 7 à 7,50 euros ; une revalorisation des primes ; 400 nouveaux bénéficiaires de NBI (nouvelle bonification indiciaire) ; une amélioration des taux d'avancement en matière de carrière; la nomination (au plus tard dans les deux ans) de tous les lauréats des examens professionnels et leur accès au grade supérieur dès la première année. Le 17 octobre, au siège de la CUM, Caselli annonce les mêmes mesures, dans le même ordre. Tout cela se conclut par le même cérémonial : patrons et syndicat se congratulent sans fin et Gaudin entonne une nouvelle fois son couplet favori : « *Je voudrais que l'histoire reconnaisse qu'avec le personnel municipal j'aurai sans doute été le maire le plus généreux.* » On est à trois semaines des élections paritaires, juste le temps de mobiliser une flotte de taxis et une armée d'assesseurs... Le 6 novembre 2008, FO gagne 2% aux élections du CTP Ville de Marseille. Pourtant, en dépit du soutien des élus à FO, le score cumulé des syndicats de l'intersyndicale atteint près de 40%. »

**Éboueurs de Marseille, entre luttes syndicales et pratiques municipales, André Donzel et Pierre Godard (Syllepse, 9 octobre 2014)**